Angles d'Attac

ASSOCIATION POUR UNE TAXATION DES TRANSACTIONS FINANCIÈRES ET POUR L'ACTION CITOYENNE
BULLETIN ÉDITÉ PAR ATTAC SUISSE, 1205 GENÈVE - WWW.SUISSE.ATTAC.ORG - NUMÉRO 98 – MARS 2015

Sommaire

MILAN EXPO 2015 – Pourrir la planète ?	1
Congrès contre la présence de Syngenta	2
Alliance controversée entre Bâle et Syngenta à l'Expo 2015 de Milan	3
Attac Suisse a deux nouveaux secrétaires	4
Attac Genève remercie	4
Négoce des matières premières: Il est temps de changer de cap !	5
Le Conseil fédéral contre le frein à la spéculation	5
TiSA: Marchander en secret le droit à la santé, un scandale !	6
TiSA: Journée d'action du 18 avril 2015	6
Libre-circulation des personnes	7
L'exploitation éhontée de la maladie et de la détresse humaine	7
Alternatiba Léman: Appel à multiplier les villages des alternatives	8
Rendre au peuple grec ce qui est au peuple grec	9
Remise de la pétition contre les drones israéliens	10
Coalition vaudoise contre le projet de réforme de l'impostion des entreprises	10
Fraude fiscale : Le Livre noir des banques	11
Droit d'asile: Pour un moratoire des renvois vers l'Italie	11

MILAN

EXPO 2015 – Pourrir la planète ?

Du 1er mai au 31 octobre 2015, Milan accueillera la prochaine exposition universelle. Le thème choisi pour cette édition – Nourrir la planète. Energie pour la vie – se propose de « réfléchir et chercher des solutions aux contradictions de notre monde » en termes d'alimentation. Et il faut avouer qu'en terme de contradictions, les organisateurs n'ont pas ménagé leurs efforts. Bref tour d'horizon de l'énième projet titanesque (144 pays participants et plus de 20 millions de visiteurs attendus sur un site d'un million de mètres carrés, bâti à partir du néant) qui sert uniquement à ceux qui l'organisent...

Universelle, d'accord, mais avec des racines bien ancrées dans les traditions locales : l'Expo milanaise a défrayé la chronique l'automne dernier, lorsqu'une affaire de marchés publics truqués a conduit à l'arrestation de plusieurs personnes, dont le directeur de la planification des achats et quelques politiciens qui n'en étaient pas à leur coup d'essai, ayant déjà dans leurs CV plusieurs prouesses liées à l'époque de Tangentopoli.

S'il y a fort à parier que les pots-de-vin ne s'arrêteront pas là, la horde de visiteurs attendue risque, elle, de ne déguster ni du Chianti ni du Barolo : le sponsor officiel de la manifestation sera en effet... Coca-Cola. Dans un communiqué publié sur le site officiel, les organisateurs expliquent que « *Expo a fait tomber sa (sic) choix sur Coca-Cola en confiant sur son engagement global en faveur de l'innovation, moteur d'une croissance durable, génératrice de richesse pour les communautés, en respectant et tutoyant, au même temps, toutes les ressources utilisées et encourageant styles de consommation corrects et équilibrés* ». Même au prix d'intenses efforts d'imagination, il aurait été difficile de faire un choix plus cohérent. Il n'y a peut-être que la multinationale du clown aux cheveux rouges qui aurait pu rivaliser avec la firme d'Atlanta... C'est probablement ce qu'Adriano Sala, administrateur délégué de l'Expo et incondi-

L'Exposition universelle controversée aura lieu à Milan du 1er mai au 31 octobre. Un Congrès contre la présence de Syngenta aura lieu à Bâle les 24 et 25 avril

JAB 2500 BIENNE 4

Retours et changements d'adresse à attac, CP 165, 1870 Monthey 1
ou par courriel : angles-ch@attac.org

tionnel des hamburgers, a dû se dire, avant d'annoncer au monde que McDonald collaborera avec l'Expo en offrant à 20 agriculteurs italiens un partenariat de trois ans. *« C'est un signal fort de la part d'une entreprise qui s'engage pour le développement durable, pour l'innovation et pour l'emploi en une période de crise,* s'est-il réjouit. *Un effort qui se concrétise dans la valorisation de la filière alimentaire locale, en utilisant produit issu de cultures et d'élevages italiens, selon une stratégie qui est en parfaite harmone avec la philosophie de l'Expo ».* Là-dessus, rien à redire.

Et la Suisse ?

Est-ce que le pays à qui l'humanité reconnaissante doit l'invention du cervelas pouvait manquer un tel évènement ? Bien sûr que non. Soucieux de se présenter comme un *« pays attractif, solidaire et responsable sur le plan alimentaire »*, la Suisse a été le premier État à signer le contrat de participation. Les Chambres fédérales ont ainsi alloué un budget total de 23 millions de francs au projet, dont 15 tirés des caisses publiques (sans aucune opposition, s'il vous plait !) et 8 en provenance de sponsors privés, dont Syngenta (pour la joie de Vandana Shiva, marraine de l'évènement, cf. ci-contre) et – what else ? – Nestlé. Chapeauté par le DFAE, notre pavillon national sera ainsi composé de quatre tours qui « nourriront la planète » avec des pommes séchées, du sel, de l'eau et du... café, probablement récolté dans l'une des nombreuses plantations appenzelloises.

Aux esprits aigris qui insinuent que le choix de la moitié des produits exposés n'est qu'une délicate attention envers la multinationale sise à Vevey et ses 3 millions de sponsoring, Nicolas Bideau explique patiemment qu'il s'agissait uniquement d'opter pour des aliments résistants à la chaleur. C'est avec la même désarmante candeur que le chef de la délégation suisse a ensuite dévoilé, sur les fréquences de La Première (01.03.2015), le message que la Suisse souhaite transmettre au monde avec sa présence sur place : *« C'est un pavillon qui se bouffe. L'idée, c'est de présenter la Suisse à travers ses valeurs, notamment la responsabilité individuelle. Parce que la faim dans le monde dépend aussi du comportement de chacun ».* Faire la morale aux visiteurs – *« Finis ton assiette ! »* – et dérouler le tapis rouge aux spéculateurs du marché des matières premières : parrfois on a l'impression qu'on nous prend pour des imbéciles, mais là, on en est sûr !

Mirko Locatelli

EXPO MILAN 2015

Congrès contre la présence de Syngenta

MultiWatch organise un congrès les 24 et 25 avril 2015 à Bâle, en protestation contre la présence de Syngenta en tant que sponsor principal de Bâle à l'EXPO de Milan. Une campagne soutenue par Attac.

Syngenta est née en 2000 de la fusion des divisions agro-industrielles de Novartis et de l'entreprise britannique AstraZeneca. Copie du géant Monsanto en plus petit, Syngenta réalise en 2014 un chiffre d'affaires de 15 milliards de dollars US. Domiciliée à Bâle, la multinationale compte 28'000 salarié·e·s dans 90 pays. Elle possède une part de 23% sur le marché mondial des pesticides et est donc le leader incontesté de ce marché organisé en oligopole. Quand un petit paysan du Sud tousse, le soupçon se porte inévitablement sur Syngenta.

Outre les pesticides, Syngenta commercialise aussi des semences sur un marché mondial encore plus concentré, détenant une part de marché de 9% et occupant ainsi le troisième rang derrière les leaders Monsanto et Du Pont. Syngenta est l'un des principaux acteurs du génie génétique vert. Elle développe une importante activité de lobbying, à Washington et Bruxelles, en faveur du brevetage de plantes et du traité transatlantique de libre-échange, dont la multinationale espère qu'il affaiblira la législation environnementale en Europe.

Les produits de Syngenta sont surtout utilisés par les grands producteurs de soja et de maïs d'Amérique du Nord et du Sud, et vont généralement de pair avec une agriculture industrialisée orientée vers l'exportation. Ce sont donc les travailleurs et travailleuses agricoles, souvent migrant·e·s ou itinérant·e·s, sans protections suffisantes, qui sont principalement exposés aux pesticides de Syngenta. En 2001, le Tribunal permanent des peuples de Bangalore, en Inde, condamnait Syngenta et d'autres multinationales de l'agrobusiness en raison des leurs violations des droits humains. Syngenta continue en effet de vendre son herbicide «Paraquat» dans les pays du Sud, alors que ce produit est interdit en Suisse et en Europe depuis longtemps.

Comme producteur de semences, Syngenta lutte au premier rang pour imposer les droits de propriété intellectuelle contre les petits paysans du Sud. Elle est l'un des principaux profiteurs de la vague de mondialisation des années 1990. La multinationale tente par tous les moyens juridiques et policiers possibles d'imposer ses funestes droits de brevets et ses variétés hybrides stériles. Les conséquences pour les familles paysannes sont des semences toujours plus chères, à racheter chaque année. D'où les résistances fréquentes des paysan·ne·s et des minorités autochtones du Sud aux agissements de Syngenta. En effet celle-ci agit régulièrement en violation du droit des paysan·ne·s à utiliser leurs propres semences, un droit pourtant inscrit dans la déclaration des «droits des paysans et d'autres personnes vivant dans les zones rurales», en cours d'élaboration sous l'égide du Conseil des droits de l'homme des Nations Unies.

Mais Syngenta est aussi un important producteur d'idéologie. En 2008, l'entreprise se retire du processus d'élaboration du rapport sur l'agriculture mondiale IAASTD[1], lancé par l'ONU et la Banque mondiale. De l'avis de la multinationale, ce processus serait trop critique envers le génie génétique et l'agriculture industrielle. Le rapport sera signé par 58 Etats, dont la Suisse. Or Syngenta mène depuis lors une campagne sectaire en faveur du génie génétique et contre l'agriculture biologique. Michael Mack, CEO de Syngenta, aurait même interdit à sa famille de manger des produits biologiques.

À Bâle, l'indignation est donc forte face à la décision du département présidentiel du canton de Bâle-Ville de choisir Syngenta comme sponsor principal de la présence bâloise à l'EXPO «Feeding the World» de Milan.

Pour en savoir plus sur le congrès, voir le dossier Syngenta sur le site de MultiWatch:
http://www.multiwatch.ch

Ueli Gähler, MultiWatch Bâle
Traduction: Karin Vogt

Note
1 Evaluation Internationale des Sciences et des Technologies Agricoles pour le Développement

Alliance controversée entre Bâle et Syngenta

Le thème de l'Expo 2015 de Milan est: «Nourrir la planète. Énergie pour la vie». Syngenta, principal sponsor de la présence de Bâle à Milan, présentera sa stratégie pour nourrir la planète sans être contredite lors de la semaine bâloise, du 22 mai au 2 juin. En effet, c'est seulement en août que des organisations en faveur de l'agriculture biologique seront présentes. Ainsi, le «dialogue critique» avec Syngenta promis par Guy Morin, maire de Bâle, n'aura pas lieu.

Pour nous, c'est inacceptable. Il ne s'agit pas ici d'une discussion accessoire quelconque: « Comment nourrir la planète » est l'une des questions les plus brûlantes de notre temps. Faisons un bref retour en arrière: initié par l'ONU et la Banque mondiale et signé en 2008 par 58 pays, dont la Suisse, le Rapport sur l'agriculture mondiale est la recherche scientifique la plus complète jusqu'à présent sur l'avenir de l'alimentation mondiale. Environ 400 expertes et experts de tous les continents et toutes les spécialités se sont penchés assidûment pendant quatre ans sur les questions suivantes: avec quelles stratégies la faim et la pauvreté peuvent-elles être combattues le plus efficacement ? Comment l'argent peut-il déployer le plus grand effet contre la pauvreté ? De quelle recherche scientifique a-t-on besoin ? Le message du Rapport sur l'agriculture mondiale est clair et simple: «Continuer ainsi n'est pas une option».

Si la communauté internationale veut surmonter les énormes défis du 21e siècle, un changement de paradigme radical est nécessaire. La faim et la pauvreté peuvent être combattues efficacement uniquement au niveau local. Cela nécessite un changement de perspective vers une agriculture polyvalente, qui mette au centre la préservation et le renouvellement des ressources naturelles et de la biodiversité. «Selon de nombreux rapports et avis d'experts internationaux qui font autorité, l'agriculture écologique est celle qui est le mieux à même de répondre aux défis du futur en matière d'alimentation», souligne Catherine Morand de SWISSAID.

Syngenta, qui enregistre plus de 70% de son chiffre d'affaires grâce aux pesticides, voit cela autrement. Le groupe agrochimique suisse représente une agriculture basée sur l'utilisation intensive d'énergies fossiles et de produits chimiques et s'est distancée du Rapport sur l'agriculture mondiale au dernier moment. Il est dès lors d'autant plus important que le «dialogue critique» avec Syngenta promis par Guy Morin ait lieu à l'Expo. «Nous trouverions honteux que Bâle se laisse manipuler par Syngenta sur cette question centrale», déclare Florianne Koechlin, biologiste et chimiste célèbre pour ses critiques du génie génétique.

C'est d'autant plus choquant que Syngenta se trouve aujourd'hui, dans les pays du Sud, au cœur d'importants conflits avec les mouvements de petits paysans et de paysans sans-terre. Syngenta est connue dans ces pays pour des brevets sur des semences, des expulsions de paysans et de la biopiraterie.

En décembre 2011, suite au procès du Tribunal permanent des peuples («Permanent People's Tribunal») à Bangalore (Inde), Syngenta et cinq autres groupes ont été reconnus coupables de violations des droits humains, surtout des populations les plus vulnérables. Roman Künzler de MultiWatch affirme: «Partout dans le monde, la résistance à Monsanto et Syngenta est immense. Nous exigeons que le gouvernement de Bâle mette lui aussi le droit humain à l'alimentation au-dessus des intérêts des entreprises».

En réaction, MultiWatch organise, en coopération avec l'Institut de Sociologie, une conférence internationale à Bâle les 24 et 25 avril sur les thèmes de « l'agrobusiness à la Syngenta » et de «Nourrir la planète». Des experts internationaux y rencontreront des délégations de mouvements sociaux de différents pays du Sud.

Mais ce n'est pas seulement la présence de Bâle à l'Expo qui est sous les feux de la critique. La présence générale de la Suisse s'inscrit tout à fait dans la ligne du sponsor principal, Nestlé. «La Suisse envoie ainsi un mauvais signal. Elle utilise l'Expo à mauvais escient, comme une foire de produits pour les grands groupes, au lieu de montrer, à travers sa politique agricole exemplaire en regard des pratiques internationales, que les systèmes d'alimentation démocratiques sont possibles», conclut Miges Baumann de Pain pour le Prochain.

Etraits du communiqué de presse commun de: Alliance Sud, Blauen-Institut, Pain pour le Prochain, MultiWatch, SWISSAID, Verein Urban Agriculture Basel et Verein soziale Ökonomie Basel, 24 février 2015

Attac suisse a deux nouveaux secrétaires

En début de cette année, la coordination nationale d'attac suisse a choisi deux nouveaux secrétaires parmi plusieurs candidatures intéressantes que nous avions reçues. Après une longue période de fonctionnement sans secrétariat suite au décès de Rémy Gyger en avril 2014, Attac se réjouit de pouvoir de nouveau compter sur l'appui de deux secrétaires compétents et motivés qui occuperont chacun un poste à 25%.

Il s'agit d'une part de **Mirko Locatelli** qui a pris ses fonctions le 1er mars. Mirko est né au Tessin en 1980 et habite actuellement à Fribourg. Au bénéfice d'un Master en Travail social et d'un diplôme en éducation sociale, il a déjà plusieurs expériences d'engagements militants, tels que des campagnes altermondialistes et des initiatives politiques. Il est actif au sein du Réseau Objection de Croissance de même que rédacteur et éditeur du journal *Moins!* de ce même mouvement.

D'autre part, **Markus Flück** prendra ses fonctions le 1er juillet. Tout en collaborant étroitement avec Mirko Locatelli, il s'occupera en particulier de la partie Suisse alémanique où il souhaite développer davantage de groupes de militants et de mettre sur pieds des actions. Markus milite depuis 2007 à Attac Berne. Il est un des organisateurs du « Tour de Lorraine », évènement alternatif qui se tient chaque année dans cette ville; il fait également partie du mouvement Décroissance. Né en 1986, Markus est titulaire d'un Master en Sociologie. Il habite à Berne.

Nous adressons à nos deux nouveaux secrétaires une cordiale bienvenue et nous espé-

Je me réjouis d'occuper le poste de secrétaire et de collaborer étroitement avec Mirko. Je milite depuis 2007 à attac berne, où l'une de nos activités phare est l'organisation du « Tour de Lorraine », un évènement anti-WEF, qui a lieu chaque année en janvier. Ma première campagne avec attac a été la lutte contre la deuxième réforme de l'imposition des entreprises (RIE II) : le référendum avait été perdu à une très faible majorité, mais les pertes fiscales dues à cette réforme se sont avérées beaucoup plus graves que ce qu'on avait prétendu. Maintenant, on est déjà à la troisième réforme de l'imposition des entreprises (RIE III) et, cette fois, je suis déterminé à ne pas essuyer une autre défaite.

Les négociations sur les accords de libre-échange TISA-TAFTA ainsi que la lutte contre la spéculation sur les matières premières sont deux autres combats importants pour notre avenir, dans lesquels je compte investir beaucoup d'énergie en tant que nouveau secrétaire.

Dans toutes ces luttes, l'un des principes qui me guide est de connecter les résistances contre les projets néolibéraux avec le développement de véritables alternatives. J'ai participé par exemple au lancement du projet agriculture contractuelle «Soliterre» à Berne. Pour ces combats politiques, il est fondamental d'avoir une forte base de militants. C'est pourquoi je souhaite développer davantage de groupes de militants et multiplier les initiatives, notamment en Suisse alémanique, tout en maintenant une coopération forte avec les sections d'attac au niveau national et international.

Markus Flück

« L'altermondialisme, vous ne trouvez pas ça un peu vieux jeu? » : c'est l'une des questions qui m'a été posée lors de mon engagement. Y répondre, c'est revenir sur les motivations qui font que je suis heureux d'occuper ce poste.

J'ai connu attac au début des années 2000, peu après sa fondation, à l'époque des grands rassemblements de rue contre l'OMC, le G8 ou le WEF. Localement, mon engagement politique a pris forme dans le soutien aux premières luttes pour la régularisation des sans-papiers. Depuis, les rues de Davos (ou plutôt de Landquart...) se sont progressivement vidées et les politiques migratoires se sont faites encore plus inhumaines. Faut-il y voir le signe incontestable du déclin de l'altermondialisme? Je ne le crois pas. Je dirais plutôt que les forces qui s'opposent à la mainmise des marchés sur nos vies ont pris d'autres formes. L'objection de croissance en est une que j'affectionne particulièrement, ayant pris part à la création des Réseaux d'objection de croissance et du journal d'écologie politique Moins!. Mais je pense également à de nombreuses autres initiatives, locales aussi bien qu'internationales, qui se battent en faveur d'alternatives à un système qui creuse les inégalités sociales et multiplie les dégâts écologiques. En ce sens, la multiplication des ZAD (zones à défendre) en France est un signal encourageant.

À mes yeux, attac a sans doute joué un rôle de pionnier dans la dénonciation des aberrations néolibérales: ses actions aussi bien que ses efforts d'information ont en quelque sorte contribué à constituer un terreau fertile à l'émergence d'autres mouvements anticapitalistes et antiproductivistes. C'est à poursuivre et à élargir ces efforts que je m'engage en tant que secrétaire, avec la collaboration de tou-te-s les membres et la conviction que, comme le disait André Gorz, l'utopie n'est pas de vouloir subvertir l'ordre actuel et d'avoir le courage de formuler d'autres possibles, mais de croire que l'on puisse continuer comme cela.

Mirko Locatelli

Attac Genève remercie

Beaucoup de membres de nos deux associations, les Amis du Monde diplomatique (AMD) et attac genève, ont répondu généreusement à notre appel de cet automne. A notre grand soulagement, grâce à leurs versements, le loyer du local dans la Maison des Associations à Genève est assuré pour quasiment l'an prochain. Nous souhaitons ici les remercier très chaleureusement de leur soutien et aussi de ce que nous pensons être un encouragement.

A. Soutter, responsable du compte loyer AMD-attac-ge

COLLECTIF CONTRE LA SPÉCULATION SUR LES MATIÈRES PREMIÈRES

Négoce des matières premières: Il est temps de changer de cap !

Depuis quelques années, la Suisse est devenue une place centrale dans le commerce mondial des matières premières. Ainsi, la moitié du commerce mondial de sucre et de café ainsi qu'un tiers du riz, des céréales et du pétrole sont échangés en Suisse. C'est dans ce contexte que se tiendra le 4e Sommet mondial des matières premières organisé par le *Financial Time (FT-WCS)*. Réunissant sociétés de négoce, banques et investisseurs, ce sommet se tiendra au Beau-Rivage Palace, à Lausanne, du 20 au 22 avril 2015. Pour la 3e année consécutive, le collectif contre la spéculation sur les matières premières organisera un contre-sommet et une manifestation.

- Alors que le Conseil fédéral recommande le rejet de l'initiative populaire « Stop à la spéculation sur les denrées alimentaires » avec pour éternel argument les conséquences pour la sacro-sainte compétitivité de la Suisse et qu'il montre ainsi son refus à prendre des mesures significatives contre les pratiques destructrices des multinationales du négoce domiciliées en Suisse;

- Alors que les autorités suisses préparent une "3e réforme de la fiscalité des entreprises" qui consolidera davantage les privilèges accordés aux multinationales et qui montre la volonté de la Confédération à demeurer un allié de choix dans le pillage des matières premières;

- Alors que les négociations sur le climat sont dans l'impasse depuis 20 ans et que se prépare la rencontre COP21 de décembre à Paris;

il s'agit de manifester notre profond désaccord avec cette politique criminelle, de comprendre et de lutter contre les mécanismes irresponsables, ainsi que de proposer des alternatives.

Contre-forum et manifestation

Nous vous invitons à participer le **samedi 18 avril** à un contre-forum sur les matières premières dont le fil rouge sera les liens entre extractivisme, changement climatique et destruction de l'environnement.

De plus, lors du FT-WCS, nous nous réunirons pour une manifestation de rue le **mardi 21 avril** qui dépassera le cadre de la dénonciation et de l'information en formulant des revendications concrètes contre les privilèges fiscaux, contre la complicité de la Confédération, pour le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et pour l'établissement de règles contraignantes aux géants du trading.

INITIATIVE « STOP À LA SPÉCULATION SUR LES DENRÉES ALIMENTAIRES »

Le Conseil fédéral contre le frein à la spéculation

Les spéculateurs pourront continuer à parier sur les prix des denrées alimentaires. Le Conseil fédéral a recommandé le rejet de l'initiative « Stop à la spéculation ». Alliance Sud critique cette décision dans un communiqué que nous reproduisons ci-dessous.

Les variations importantes de prix des denrées alimentaires créent une insécurité et une détresse énormes dans les pays en développement. La spéculation financière sur les produits agricoles attise cette insécurité. Pourtant, le Conseil fédéral recommande, dans un message publié le 18 février, le rejet de l'initiative populaire « Stop à la spéculation sur les denrées alimentaires ». (...)Le Conseil fédéral justifie son refus en premier lieu en affirmant que l'initiative serait inadaptée. Il manquerait d'éléments prouvant scientifiquement l'impact conséquent des affaires spéculatives sur l'augmentation des prix des denrées alimentaires. Pour Alliance Sud, il s'agit d'un argument fallacieux. « *Le problème pour les pays en développement n'est pas les prix élevés des denrées alimentaires, mais les fortes fluctuations de prix* », souligne Mark Herkenrath, expert des questions financières chez Alliance Sud. Nombre d'études académiques montrent qu'une spéculation financière excessive accroît la volatilité des prix et, de surcroît, fait obstacle aux effets positifs d'un marché financier organisé. « *Le Conseil fédéral manque l'occasion de prendre au sérieux ces importants résultats. Cela, alors que la Suisse – après le choc du franc – fait elle-même l'expérience des effets décisifs de variations rapides de prix* », ajoute M. Herkenrath.

En lieu et place, le Conseil fédéral entend continuer à promouvoir la production agricole dans les pays en développement et à y améliorer la sécurité alimentaire. De telles mesures sur le terrain font sens, mais ne suffisent pas. Elles ne résolvent pas le problème de la volatilité des prix. Les organisations suisses de développement, qui s'engagent dans les pays en développement pour le renforcement d'une agriculture durable de petits paysans, partagent les préoccupations de l'initiative « Stop à la spéculation ». Swissaid, par exemple, est active dans le comité d'initiative.

En réalité, la principale raison derrière la décision du Conseil fédéral est qu'il craint des conséquences négatives pour la place financière suisse. Il relève que l'acceptation de l'initiative accroîtrait encore l'insécurité générale quant à l'avenir des conditions-cadres économiques en Suisse. Afin d'amortir les retombées de l'initiative contre l'immigration de masse et du choc du franc, il conviendrait donc de renoncer à des mesures, importantes et signifiantes en termes de politique de développement, visant à endiguer la spéculation financière. Une fois de plus, ce sont les plus pauvres dans les pays en développement qui vont trinquer.

Alliance Sud, 18 février 2015

Marchander en secret le droit à la santé, un scandale !

Le 13 février 2015 se terminait, à Genève, la dixième ronde de négociations d'un Accord sur le commerce des services (ACS), aussi connu par son acronyme anglais de TiSA (Trade in Services Agreement). Par voie de communiqué, le Réseau québécois sur l'intégration continentale (RQIC) dénonce le secret qui enveloppe les pourparlers et lance une sérieuse alerte sur le danger de l'ouverture des services de santé à la marchandisation internationale, telle que le propose l'ACS.

Un document révélé par l'*Associated Whistle-Blowing Press*, intitulé *« Document de réflexion sur les services de soins de santé dans le cadre des négociations sur l'ACS »*, révèle que les négociateurs des 50 pays impliqués dans l'ACS, dont le Canada, envisagent des réformes de grande ampleur pour les systèmes de santé publics nationaux et qu'ils font la promotion de la délocalisation, dont le tourisme médical, et favorisent la privatisation des services de soins de santé.*« Il est tout à fait scandaleux que le démantèlement des réseaux publics de la santé se discute au niveau international, derrière des portes closes, et que ce soit toujours par des fuites que l'on apprenne ce que les gouvernements négocient en notre nom »*, s'indigne Pierre-Yves Serinet, coordinateur du RQIC. *«C'est là où l'on voit combien l'imbrication des traités internationaux constitue une véritable architecture anti-démocratique qui menace des pans entiers de nos sociétés et la souveraineté de nos décisions collectives »*, ajoute-t-il.

On peut lire dans le document en discussion qu'il existe *« un incroyable potentiel inexploité en matière de mondialisation des services de soins de santé [du fait que] ceux-ci sont financés et fournis par l'État ou par des associations d'aide sociale, et qu'ils ne présentent, pour ainsi dire, aucun intérêt pour les concurrents étrangers, étant donné le manque d'opportunités pour développer des activités axées sur le marché »*. Le document explique ensuite que le commerce des services de santé peut créer de nouvelles occasions d'affaires et présenter de nombreux avantages pour les partenaires commerciaux et générer des bénéfices pour les entreprises qui y investiraient. (...)

Mais ce qui pourrait profiter aux multinationales de la santé et aux grandes compagnies d'assurance, regroupées au sein de grands groupes de pression, conduirait en fait à une augmentation des dépenses pour les États. Dans son analyse, l'experte néo-zélandaise en commerce des services Jane Kelsey, avance que les ressources seront aspirées hors du système de santé national, alors que *«le désinvestissement sert d'argument pour justifier le traitement médical outre-mer, poussant les problèmes de système dans un cercle vicieux »*. Elle ajoute que les réformes proposées accroîtraient les pressions vers un système de santé à plusieurs vitesses et la possible mise sur pied de *« comptes de santé individuels ou de voucher de santé »* qui *«placeraient les patients et les gouvernements dans l'incertitude et, de retour au pays, face à des coûts additionnels pour les suivis médicaux »*.

« La santé est un droit humain, qui n'est pas à vendre ni ne peut être soumis aux règles du marché. Le système de santé a pour mission de garder les familles en sécurité et en santé, et ne doit pas viser à générer des profits pour les grandes entreprises », a affirmé Rosa Pavanelli, secrétaire générale de l'Internationale des Services Publics (ISP).

Le RQIC abonde dans le même sens. *« Ce qui est le plus alarmant, dans ce tissage et métissage des mesures d'austérité et des accords de libre-échange, c'est que des traités comme l'ACS ou celui entre le Canada et l'Union européenne (AECG) ne permettent pas de ramener un service dans le domaine public si la privatisation s'est avérée inefficace et ne sert pas l'intérêt public»*, s'inquiète M. Serinet. *« Ces accords comportent aussi des clauses qui restreignent la capacité des États de légiférer en matière de protection des travailleuses et travailleurs, des consommateurs, des petites entreprises et de l'environnement, sous prétexte de ne pas entraver la logique du libre marché. Il est plus que temps que se tienne un débat public large et informé sur ces enjeux »*, conclut le porte-parole du RQIC.

Source: http://rqic.alternatives.ca/spip.php?article159

Journée d'action du 18 avril 2015

Les peuples et la planète avant le profit ! Appel international pour agir contre les traités de libre-échange et d'investissement.

Nous, organisations de la société civile, syndicats, paysans, jeunes, femmes, peuples autochtones et mouvements de militants du monde entier, appelons à une Journée d'Action Globale le 18 avril 2015, pour mettre fin aux traités de libre-échange et d'investissement, et promouvoir une économie qui profite aux peuples et protège la planète.

Ces dernières décennies, des accords secrets de commerce et d'investissement ont été soutenus par les milieux d'affaires et les gouvernements, détruisant nos droits et notre environnement. Nous nous sommes battus pour notre souveraineté alimentaire, pour les biens communs, pour défendre nos emplois, nos terres, les libertés numériques, et pour nous réapproprier notre démocratie. Nous avons ainsi grandit en tant que mouvement, nous avons fait entendre nos voix et nous avons remporté des victoires.

Ensemble, nous pouvons arrêter les accords en cours de négociation, et renverser les effets néfastes des accords passés. Nous pouvons mettre en avant nos alternatives, basées sur les droits humains plutôt que sur les privilèges des multinationales.

Manifestation à Annecy

Le comité Stop TISA de Genève appelle à la participer aux activités prévues le samedi 18 avril 2015 à Annecy :

10h Salle Pierre Lamy : Conférence de Thomas Porcher et Frédéric Farah, économistes, auteurs de «TAFTA, l'accord du plus fort»

14h : Manifestation de rue festive au départ de la Préfecture

La mobilisation citoyenne a déjà empêché la signature d'accords similaires : l'AMI en 1988, l'AGCS en 2006, l'ACTA en 2012. **Nous pouvons faire échouer ces projets !**

LETTRE DE LECTEUR

Libre-circulation des personnes

Depuis toujours, Angles d'ATTAC se veut un espace ouvert au débat. C'est pourquoi nous reportons ici intégralement ce courrier de lecteur, qui a le mérite de jeter un pavé dans la mare à propos de la «libre» circulation et de son assujettissement aux exigences des politiques néo-libérales, tout en suggérant dans son point 7 un amalgame avec Ecopop qui paraît douteux aux yeux de la rédaction. Cette initiative comportait en effet bien d'autres volets hautement problématiques et que le lecteur - peut-être dans un souci de synthèse? - ne mentionne pas. Or, si nous ne sommes en effet pas des «admirateurs du capitalisme suisse», attac défend des valeurs de justice sociale et écologique qui se concilient mal avec les relents xénophobes d'Ecopop. Par ailleurs, attac suisse s'était clairement engagée contre Ecopop, en publiant dans Angles d'Attac de novembre 2014 l'argumentaire du «Comité Suisse solidaire - Non à Ecopop» (p. 2).

Chers amis d'Attac, puisque vous sollicitez les lecteurs d'Angles d'Attac, voici un texte que vous pouvez publier si vous le jugez utile. Le débat sur Ecopop, l'automne dernier, m'a fait réfléchir sur la libre circulation des personnes, dont l'immigration est un corollaire. Bien sûr, toute nouvelle liberté est bonne à prendre, mais n'empêche pas de poser des questions, qui touchent de près le domaine de réflexion d'Attac:

1. Historiquement, la libre circulation des personnes a été instaurée en Europe pour «stimuler l'expansion économique», ce que l'on peut traduire par «répondre aux besoins insatiables du capitalisme». Ceci est inscrit noir sur blanc dans les textes fondateurs de l'Union européenne.

2. Les entreprises européennes, grâce à la libre circulation, ont accès à un plus large vivier de compétences et de force de travail. Cela permet de déplacer les travailleurs à leur guise, considérés comme des serviteurs de l'économie.

3. Pour la Suisse, il est reconnu que l'immigration est une excellente affaire pour la prospérité du pays, parfois qualifiée d'indécente par rapport à nos voisins.

4. Ce n'est pas un hasard si les plus farouches opposants à toute limitation de la libre circulation sont les milieux économiques patronaux.

5. La libre circulation en Europe s'accompagne d'un renforcement des frontières avec l'extérieur, empêchant dans une large mesure ceux qui en ont le plus besoin (Africains, par exemple) d'entrer en Europe.

6. La libre circulation des personnes est l'une des 4 libertés fondamentales que l'UE considère comme son socle idéologique: libre circulation des personnes, des biens, des services et des capitaux. En ce qui concerne les biens, cela a par exemple largement facilité la diffusion des armes, comme l'a montré une récente et impressionnante émission TV. Plus généralement, elle contribue à accroître la consommation partout; c'est d'ailleurs son but. Quant à celle des capitaux, pas besoin de dessin pour comprendre à qui elle sert en premier lieu.

7. En refusant Ecopop, n'a-t-on pas donné un bon coup de pouce au capitalisme suisse, dont je doute qu'Attac soit un grand admirateur? Il a été montré que la plupart des opposants ont voté négativement par peur des conséquences économiques.

8. Enfin, que fait-on du mouvement «localiste» qui prône, à l'opposé du capitalisme, la production et la consommation locales, la prise de décisions au niveau local ou régional, le rapprochement des lieux de travail et du domicile, la production d'énergie décentralisée, la diminution des déplacements absurdes et bien d'autres choses?

Les 4 libertés ont probablement contribué à maintenir la paix en Europe et permettent de nombreux échanges fructueux aux niveaux éducatif, culturel, sportif, etc. Est-ce vraiment par générosité, ou bien l'intérêt du capitalisme n'est-il pas prépondérant? Il serait intéressant qu'Attac se penche sur ces questions.

Alain Rouget, Plan-les-Ouates, 22 février 2015

L'exploitation éhontée de la maladie et de la détresse humaine

La Déclaration de Berne a publié dans sa revue de novembre 2014 un article intitulé «L'innovation pharmaceutique dans l'impasse». Son auteur, Patrick Durisch, affirme avec raison que le prix des nouveaux médicaments n'a plus de relation avec le coût en R&D et qu'il résulte directement d'une situation de monopole.

L'article est intéressant et bien documenté, mais il ne traite pas d'une tendance lourde observable depuis plusieurs années : les grandes transnationales du secteur ont de la peine à trouver par elles-mêmes de nouvelles molécules et privilégient de plus en plus l'achat de brevets ou d'entreprises (start-up ou autres) à des prix défiant toute raison.

Le *Temps* du 3.7.2014 nous fournit un exemple très édifiant de ce phénomène . On apprend que Roche va verser 725 millions de dollars pour acquérir la société Seragon qui développe un médicament contre le cancer du sein, médicament qui n'en est qu'au stade initial de son développement (phase clinique I). En outre, Roche s'est engagé à payer un milliard de dollars supplémentaires si ce médicament obtient sa certification (phase III).

En cas d'heureuse conclusion de cette affaire, Roche va donc payer 1,72 milliards aux propriétaires de Seragon. On peut imaginer à partir de cela quel sera le prix du médicament en question. En tout cas, il n'aura rien à voir avec le coût de R&D, mais tout avec l'énormité du prix payé et l'indécence des profits que Roche en attend.

Une dernière remarque : le temps où les chercheurs étaient désintéressés est révolu depuis longtemps. Les start-up sont devenues les objets d'une spéculation effrénée, alimentée par les transnationales, et le domaine pharmaceutique n'est pas le seul concerné.

Gérald Mermet

Impressum

Edité par Attac Suisse, paraît au moins 4x par année
Destiné aux membres et aux abonnés.
Impression et mise en page: Deltagraph, Bienne
Tirage 1'600 exemplaires

Abonnement

Veuillez verser 20 francs/année à l'attention d'Attac Suisse, 1205 Genève - CCP 17-762066-4 en mentionnant distinctement votre adresse. Les membres d'Attac sont abonnés automatiquement.

ALTERNATIBA LÉMAN

Appel à multiplier les villages des alternatives

Le 6 octobre 2013 à Bayonne, quelques jours après la publication du 5e rapport du GIEC sur le dérèglement climatique en cours, 12'000 personnes ont investi les rues et les places de tout le centre-ville pour une journée consacrée aux multiples alternatives concrètes qui existent déjà à la crise économique, sociale, écologique et climatique. Un millier de bénévoles, d'exposants et d'associations sont venus faire découvrir ce que l'on peut faire dès aujourd'hui dans tous les domaines de la vie quotidienne : agriculture et alimentation, énergie, habitat, transports, consommation, finance, travail, éducation, etc.

En transformant le temps d'une journée tout un centre-ville en village des alternatives, ces milliers de citoyens ont montré non seulement que les solutions existent, mais aussi qu'elles construisent une société plus agréable à vivre, plus conviviale, plus solidaire, plus juste et plus humaine. Cette journée, nommée Alternatiba, s'est clôturée par une déclaration traduite en une vingtaine de langues européennes pour appeler à organiser 10, 100, 1000 autres Alternatiba en Europe d'ici décembre 2015, date de la conférence des Nations Unies sur les changements climatiques qui aura lieu à Paris.

Stéphane Hessel affirmait qu'un des défis centraux de notre temps était « les changements climatiques et les dégradations dues à l'action de l'homme au cours des trois derniers siècles. Le dérèglement climatique s'aggrave et s'accélère, mettant à mal les populations les plus pauvres de la planète et à moyen terme les conditions de vie civilisée sur Terre ».

Tous les signaux d'alerte sont au rouge. Les dérèglements climatiques se multiplient, touchant particulièrement les populations les plus pauvres du Sud, mais aussi celles du Nord : sécheresses, désertification, modifications des saisons, inondations, ouragans, typhons, feux de forêts, fonte des glaciers et de la banquise... Resterons-nous sans rien faire ? Allons-nous continuer de regarder la planète brûler ?

L'enjeu est clair : réduire radicalement les émissions de gaz à effet de serre pour ne pas franchir les seuils dangereux, voire irréversibles de réchauffement et de déstabilisation du climat. Le dérèglement massif, brutal, en un temps aussi court du système climatique est un défi sans précédent dans l'histoire de l'humanité. Mais Alternatiba, cette journée magnifique, doit nous faire garder l'espoir : les solutions existent, elles sont déjà mises en œuvre par des milliers d'associations, de collectivités locales, d'individus.

L'agriculture paysanne, la relocalisation de l'économie, l'aménagement maîtrisé du territoire et le développement des alternatives au tout routier, la sobriété énergétique, l'éco-habitat, la mise au pas de la finance, la reconversion sociale et écologique de la production, la consommation responsable, le partage du travail et des richesses, l'entraide, la réduction et le recyclage des déchets, la préservation des biens communs comme l'eau, la terre ou les forêts en montrent les chemins... **La lutte contre le changement climatique n'est pas une contrainte mais un élan formidable pour construire un avenir plus humain.**

Hélas, les gouvernements, les puissants de ce monde ne suivent pas ces chemins. **Les négociations internationales sur le climat pataugent et font fausse route.** Les multinationales et les lobbies économiques font tout pour que ces alternatives ne soient pas appliquées car elles mettent en cause leurs sources de profit et de pouvoir. Pire, ils imposent leurs fausses solutions, inefficaces et dangereuses : nucléaire, agro-carburants, OGM, mécanismes de compensation, financiarisation de la nature, géo-ingénierie, etc. Celles-ci permettent de maintenir un modèle où le Nord et les populations les plus riches de la planète pillent la nature, accaparent les richesses et dévastent l'environnement, notamment au Sud.

L'implication citoyenne, la mobilisation des populations et la réappropriation de notre avenir sont indispensables pour faire contre-poids à ce travail de sape. L'engagement de chacun et chacune d'entre nous, auquel appelait si fort Stéphane Hessel, est aujourd'hui une priorité pour relever le défi climatique.

La stabilisation du climat sera le fruit de notre union, de notre intelligence collective, de notre solidarité et de notre soif de justice sociale, de notre capacité à enclencher les changements ici et maintenant, à mettre en route la transition, sans plus attendre.

Fin 2015 aura lieu la COP21, la 21e conférence de l'ONU sur le changement

climatique. Six ans après la très médiatisée conférence de Copenhague, la COP21 devrait l'être tout autant, les chefs d'Etat s'étant publiquement engagés à y adopter un nouvel accord international de lutte contre le changement climatique pour l'après 2020. L'horizon 2020 est signalé par la communauté scientifique internationale comme une période où nos émissions de gaz à effet de serre doivent avoir commencé à baisser de manière significative si nous voulons éviter le pire. Pour que ces promesses ne restent pas lettre morte comme ce fut le cas à Copenhague, c'est aux citoyennes, aux citoyens, aux populations, de se mobiliser et d'agir pour que soient mises en place de vraies solutions.

Du 18 au 20 septembre 2015 aura lieu à Genève Alternatiba Léman, village des alternatives concrètes au changement climatique avec des débats, des stands et expositions, des ateliers, des concerts.

Samedi 24 janvier, environ 120 participants provenant de toute l'agglomération genevoise, et dont un bon tiers avait moins de 25 ans, se sont réunis à la Maison des Associations à Genève, pour définir ce que sera le village alternatif « Alternatiba Léman».

Les participants ont défini les activités (stands, conférences, spectacles, déco, etc.) et les attentes pendant (et après) ces 3 jours d'envergure. Parmi elles, démontrer que les solutions existent déjà pour préserver le climat, se renforcer en connaissances, redonner l'envie à la société civile de tout bord de faire avancer cette cause, développer l'esprit créatif, l'intelligence collective et s'extraire de la pensée actuelle, « sortir du système ».

Il y aura des conférences instructives et des stands qui ne se contenteront pas de donner des flyers mais qui seront « concrets », « pédagogiques », « surprenants ». Tout cela dans une ambiance qui donnera envie de prendre son temps... Musique, surprises, art et décoration pour encourager cet esprit d'ouverture.

Alternatiba, «Village des Alternatives au changement climatique», du 18 au 20 septembre 2015 à Plainpalais: https://alternatiba.eu/leman/

Rendre au peuple grec ce qui est au peuple grec !

Tout comme le fisc étasunien pour ses citoyens, le peuple grec et son gouvernement ont le droit de savoir qui cache son argent en Suisse. Différentes personnalités ont lancé un message à l'attention du Conseil Fédéral. Nous le reproduisons ci-dessous.

Depuis 2008, le peuple grec est soumis à une cure d'austérité sans précédents. Aujourd'hui, une partie considérable de la population, parmi laquelle un très grand nombre d'enfants, n'a plus accès à une nourriture en quantité et qualité suffisantes ni aux soins médicaux de base.

Le niveau de vie de la majorité de la population a été drastiquement réduit par des coupes successives dans les salaires et les retraites. De même, l'accès à l'éducation est réduit aussi bien par les coupes budgétaires massives que par la pauvreté qui oblige les enfants à travailler pour aider financièrement les familles à faire face à la situation.

Cet appauvrissement favorise le développement de forces politiques propageant la haine raciale et la violence, ce qui rappelle les heures les plus sombres de l'histoire européenne récente, celle du 20ème siècle.

Ces souffrances sont imposées au peuple grec par la troïka formée de l'Union européenne (UE), de la Banque centrale européenne (BCE) et du Fonds monétaire international (FMI). En échange de versements au pays pour rembourser la dette auprès des banques européennes, ce sont des sacrifices toujours plus grands que la troïka exige depuis six ans.

Le 25 janvier dernier, le peuple grec a décidé démocratiquement de se doter d'un gouvernement de rupture avec l'austérité, avec les mémorandums, avec les diktats de la troïka. Depuis, le gouvernement d'Alexis Tsipras a déjà pris une série de mesures pour alléger les souffrances de la population.

Cependant, c'est au nom de la dette que l'Union européenne, la Banque centrale européenne et le Fonds monétaire international maintiennent leurs exigences: en essayant d'imposer leur volonté au peuple grec c'est la réalisation du programme sur lequel le gouvernement de Syriza a été élu qu'ils rendent impossible.

Or, la dette publique de la Grèce n'est pas le fait d'une prétendue fainéantise des Grecs: elle résulte de toute une série de choix politiques et de facteurs économiques parmi lesquels l'évasion fiscale.

A elle seule, d'après le journal allemand Die Zeit, l'évasion fiscale représentait en 2010 l'équivalent de deux fois et demie le PIB du pays. Aujourd'hui, le montant des avoirs échappant au fisc grec est unanimement estimé à plusieurs centaines de milliards d'euros.

De fortes chances existent qu'une partie de cet argent repose dans les coffres des banques suisses. Il y a quelques années seulement, le Conseil fédéral a transmis au fisc des Etats-Unis la liste des plusieurs milliers de citoyens étasuniens disposant de comptes dans les banques suisses. Ceci pour sauver les activités d'UBS aux Etats-Unis.

Aujourd'hui, nous demandons solennellement au gouvernement de la Suisse d'en faire de même pour permettre au gouvernement grec de réaliser le programme pour lequel il a été démocratiquement élu.

Ainsi, nous demandons au Conseil fédéral de transmettre le plus rapidement possible au gouvernement de la Grèce la liste des citoyens grecs détenteurs de comptes dans les banques suisses.

Premières et premiers signataires: Michel Buhler, L'Auberson, Franco Cavalli, Bellinzone Erika Deuber-Ziegler, Genève, Paolo Gilardi, Genève, Katharina Prelicz-Huber, Zürich, Rita Schiavi, Berne, Jean Ziegler, Genève, Josef Zisyadis, Lausanne

ARMÉE ET PROCHE-ORIENT

Remise de la pétition contre les drones israéliens

Le 26 février 2015, BDS Suisse et ses alliés ont remis au Conseil fédéral et aux membres du parlement les 28'878 signatures recueillies par la pétition «Non à l'achat des drones israéliens» (voir Angles d'Attac No 96). Voici des extraits de l'allocution prononcée devant la centaine de personnes venues soutenir ce dépôt de pétition.

Les 28'000 signataires refusent que l'argent des contribuables finance la compagnie ELBIT

- cette entreprise se vante d'avoir « testé ses appareils sur le terrain » c'est à dire sur les Palestiniens, devenus à la fois cibles et cobayes.

- Elbit met en avant l'augmentation de ses ventes et donc de ses bénéfices après chaque guerre meurtrière menée à Gaza

- Elbit collabore étroitement avec l'armée israélienne. 85% des drones utilisés par l'armée israélienne sont produits par ELBIT. (...)

2. Les 28'000 signataires demandent à la Suisse de faire respecter le droit international

L'achat de drones israéliens, même non armés, va à l'encontre des obligations de la Suisse en matière de droit international. En tant que signataire de la 4ème Convention de Genève, la Suisse a l'obligation de faire respecter le droit international humanitaire dans les Territoires palestiniens occupés, y compris à Jérusalem Est. Exiger la fin du blocus, protéger les droits de la population civile lors des combats, faire respecter les droits humains des Palestiniens, voilà ce que nous attendons de la Suisse. Elle ne doit donner « ni aide ni assistance à une situation illégale ».

3. Les 28'000 signataires affirment que l'achat des drones ELBIT, ne peut que renforcer l'impunité de l'Etat d'Israël et de sa politique de colonisation, d'occupation et d'apartheid.

Le Conseil Fédéral veut nous faire croire qu'il n'y a pas de contradiction entre l'achat des drones israéliens et sa politique étrangère au Moyen Orient. Il y a une énorme hypocrisie de la part de la Suisse et des grandes démocraties occidentales à l'égard d'Israël. Elles critiquent mollement le triste record d'Israël en matière de violations des droits humains, mais sont en même temps à l'affût de cette expertise militaire et sécuritaire « testée sur le terrain » et elles achètent les armes israéliennes. Comment la Suisse peut-elle faire pression sur Israël pour que cet Etat se soumette au droit international et reconnaisse les droits légitimes des Palestiniens et des Palestiniennes si en même temps elle soutient activement l'industrie d'armement israélien et si elle collabore avec l'armée israélienne?

4. Les 28'000 signataires relaient un appel de la société civile internationale. Puisque notre gouvernement oublie ses obligations, c'est à nous, membres de la société civile de les lui rappeler. Et nous ne sommes pas seuls dans cette démarche. Un appel similaire a été lancé par 640 artistes et acteurs culturels en Suisse. De même, au niveau international sept Prix Nobel et 64 personnalités publiques demandent l'arrêt de toute coopération militaire avec Israël. 60'000 personnes ont signé cet appel.

Au cours des dernières années, grâce à un travail intensif de la société civile dans le monde entier, plusieurs fonds de pension et banques, en particulier dans les pays scandinaves, ont décidé d'exclure la société Elbit Systems de leur portefeuille en raison de son implication dans les pratiques illégales d'Israël dans les Territoires palestiniens occupés et dans les violations des Droits humains commis à ces occasions.

(...)

Lien: http://www.bds-info.ch

Photo: Demir Sönmez

3ÈME RÉFORME DE L'IMPOSITION DES ENTREPRISES :

Coalition vaudoise contre le projet du conseil d'Etat

Le projet du Conseil d'Etat vaudois consiste à harmoniser l'impôt sur le bénéfice de toutes les entreprises à 13,79%. Les entreprises à statuts spéciaux, soit ces entreprises qui bien souvent ne produisent rien sur place et ne créent que très peu d'emplois, verraient ainsi leur taux augmenter de 2% à 13,79%. Les autres, enfin celles qui font des bénéfices, soit moins de la moitié d'entre elles, bénéficieraient d'une baisse de 22% à 13.79%.

Un arrangement entre le grand argentier vaudois, le radical Broulis, et le chef du département des affaires sociales, le socialiste Maillard prévoit quelques menues compensations, comme l'augmentation des allocations familiales et des subsides d'assurance maladie, afin de faire passer le projet.

Le SSP-Vaud a rassemblé une large coalition, dont attac fait partie, afin de combattre ce cadeau fiscal aux grandes entreprises et à leurs actionnaires, par une mobilisation citoyenne et par un référendum. L'acceptation de ce projet anticipant la 3ème réforme de l'imposition des entreprises au niveau national pourrait constituer un précédent dangereux, et mérite donc un soutien dépassant les frontières du Canton de Vaud.

LECTURE

Fraude fiscale : Le Livre noir des banques

Jeudi 12 février les militants de Bizi !, l'association altermondialiste basque, ont saisi huit fauteuils dans l'agence HSBC de Bayonne. Alors que Txetx Etcheverry, co-fondateur de Bizi !, est convoqué pour « vol en réunion » au commissariat de Bayonne ce mardi 17 à 9h, Attac France avoue détenir une partie du butin.

Attac France a demandé à Bizi ! de mettre à sa disposition trois des fauteuils d'HSBC afin de bénéficier d'une meilleure assise dans sa lutte contre l'évasion fiscale et le pouvoir des banques. Attac demande à être également entendue par la police pour recel de vol en réunion.

Entre novembre 2006 et mars 2007, 5,7 milliards d'euros provenant de contribuables français ont transité via HSBC vers des paradis fiscaux. S'agissant évidemment de personnes fortunées, soumises en principe au taux marginal d'imposition sur le revenu de 45 %, ce sont donc au moins 2,5 milliards d'euros, hors pénalités, que HSBC a fait perdre au budget de la France sur cette seule période. Attac se joint à Bizi ! pour exiger le remboursement de cette somme au fisc français.

Tant que HSBC n'aura pas remboursé, Attac utilisera ces fauteuils pour mieux travailler à dénoncer les banques qui, comme HSBC mais aussi BNP Paribas avec ses filiales aux îles Caïmans, dépouillent l'État français et imposent les politiques d'austérité aux populations.

Sur le même sujet, Attac France vient de publier «Le Livre noir des banques» en partenariat avec Basta ! aux éditions Les Liens qui Libèrent

Action symbolique du mouvement altermondialiste basque Bizi! devant la banque HSBC, responsable de blanchiment de fraude fiscale à large échelle

DROIT D'ASILE

Pour un moratoire sur les renvois vers l'Italie

Un collectif de migrant-e-s menacé-e-s de renvoi et de personnes solidaires occupe depuis le 8 mars les locaux de l'église St-Laurent à Lausanne. Appuyé par un groupe de personnalités politiques et culturelles de la région, il demande aux Eglises et aux autres communautés religieuses d'accorder l'hospitalité à ces exilé-e-s. Malgré les graves persécutions subies dans leur pays d'origine et les horreurs endurées sur le chemin de l'exil, la Confédération et le canton refusent de les protéger et les soumettent à un harcèlement permanent. Obligées pour certaines de se cacher depuis des mois, ces personnes ont un besoin urgent de soutien et de paix en attendant la régularisation de leur situation en Suisse.

Le refuge de St-Laurent accueille actuellement six migrant-e-s originaires d'Erythrée et d'Ethiopie, dont plusieurs menacé-e-s de renvoi vers l'Italie. Leurs parcours sont emblématiques des situations de dizaines d'autres personnes dans ce canton qui vivotent dans la peur, reléguées dans les marges de la société par le régime de l'aide d'urgence. Le refuge est aussi créé pour interpeller les autorités et la population sur cette détresse massive, qui reste le plus souvent cachée.

Les personnes réfugiées à St-Laurent et leurs soutiens appellent les autorités à décréter immédiatement un moratoire sur tous les renvois en Italie, comme le demande une pétition nationale, et à examiner les demandes d'asile des personnes concernées. L'Italie ne peut plus faire face à la pression des accords de Dublin, qui stipule que les requérants d'asile doivent déposer leur demande dans le premier Etat signataire où ils sont arrivés. Selon le Haut-Commissariat aux Réfugiés (HCR), fin juin 2014, seul un réfugié ou demandeur d'asile sur quatre pouvait prétendre à un toit! Malgré la récente mise en garde de la Cour européenne des droits de l'homme, la Confédération et les cantons poursuivent les renvois, y compris de familles, vers ce pays.

Au-delà du cas de l'Italie, les autorités doivent renoncer à déplacer des hommes, des femmes et des enfants traumatisé-e-s ou malades comme s'il s'agissait de cargaisons encombrantes. Un nouveau déracinement mettrait en danger leur santé physique et psychique et les arracherait aux liens sociaux qu'ils et elles ont commencé à créer ici.

Le collectif du refuge demande aux autorités fédérales et cantonales d'utiliser leur marge de manoeuvre (principe de non-refoulement et clause de souveraineté des accords de Dublin) pour accorder un droit de séjour aux personnes concernées. Face aux persécutions qu'elles ont subies et à la situation catastrophique en Italie, il n'est plus possible de se cacher derrière une machine administrative anonyme. Les droits humains doivent l'emporter sur la loi Dublin!

Swissleaks : encore des révélations

Le 9 février 2015, le Consortium international de journalistes d'investigations, issus de plus de quarante pays, révèle les pratiques d'évasion fiscale et de blanchiment d'argent de la filiale suisse de la banque HSBC. Les journalistes se basent sur les données couvrant la période de 2005 à 2007, dérobées à la banque par Hervé Falciani. Si ces révélations ne sont pas les premières du genre, et probablement non plus les dernières, elles sont inédites par leur ampleur. En tout, les données concernent 106'comport000 clients. Evasion fiscale de personnalités politiques, dirigeants d'entreprises, monarques, vedettes du sport et du spectacle, blanchiment d'argent issu de la drogue ou du trafic d'armes, mais également fonds liés au financement du terrorisme sont au menu.

En décembre 2008, Hervé Falciani avait remis une copie des données aux autorités fiscales françaises qui les avaient exploitées, classées par pays et partagées avec de nombreuses administrations fiscales étrangères. Pour la clientèle française, par exemple, il s'agit pour 98% de comptes non déclarés. Ces données comportent non seulement des noms et des chiffres mais aussi des comptes rendus d'entretiens avec les clients qui montrent bien à quel point les banquiers étaient au courant qu'il s'agissait d'évasion fiscale ou d'affaires illicites.

Sur le sujet et à commander sur cadtm.org, le livre d'Eric Toussaint «Bancocratie» qui présente 19 mesures immédiates à prendre au niveau de la finance

HSBC : « C'est du passé, nous avons fait le ménage depuis »

HSCB est la deuxième plus grande banque de la planète. La direction de la filiale de la banque à Genève (HSBC Private Bank), d'où proviennent les données, admet sa faute, présente même ses excuses mais prétend que ce sont des histoires du passé et que depuis tout a changé. Les comptes problématiques proviendraient de la banque RNB (Republic National Bank) d'Edmond Safra, rachetée par HSBC en 1999. La banque se serait donc débarrassée des comptes douteux. On peut en douter et s'interroger sur le laps de temps que cela a pris. Ce que l'on sait, en revanche, c'est qu'en 2012, HSBC a été impliquée aux Etats-Unis dans un des plus grands scandales de blanchiment d'argent provenant des cartels mexicains et colombiens de la drogue. Elle a payé 1,9 milliards de dollars pour échapper à un procès. Aucun banquier n'a fini en prison, la banque a gardé sa licence. Casser ce mastodonte aurait pu déstabiliser les marchés financiers, paraît-il.

La Suisse avec sa loi anti-blanchiment exemplaire n'a rien vu

Suite aux révélations de Swissleaks, ni la Finma (Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers), ni le Ministère public de la Confédération n'ont jugé utile d'ouvrir une enquête contre HSBC. La raison évoquée : des données volées ne peuvent servir de preuves et des faits avérés manquent. En revanche, un mandat d'arrêt international a été lancé à l'encontre d'Hervé Falciani pour violation du secret bancaire et du secret commercial. Falciani avait été incarcéré pendant quelques mois en Espagne, mais les autorités espagnoles ont refusé de l'extrader en Suisse. Dick Marty, ancien procureur du Tessin, critique l'attitude du Ministère public. Selon lui, il est de son devoir de lancer des enquêtes si des indices existent. Il ne peut attendre passivement dans son bureau qu'on ait des preuves.

La Suisse a introduit la première loi anti-blanchiment en 1998. C'était en réaction aux grands scandales des années 1980-90, dont par exemple l'affaire des frères Magharian en 1988 qui avait débouché sur la fameuse affaire politique Kopp. Cette loi oblige les banquiers à vérifier la provenance des fonds qui leurs sont confiés, sans, bien sûr, se préoccuper du statut fiscal de leurs clients ce qui relève souvent d'une acrobatie étrange. Le secret bancaire est sauf et la Suisse n'hésite pas à se vanter d'avoir la meilleure loi anti-blanchiment du monde. Au cours des vingt dernières années, on ne voit curieusement plus aucune affaire d'envergure de blanchiment éclater en Suisse. Swissleaks montre qu'il y aurait eu matière si on avait bien voulu regarder de plus près.

A quand la fin de l'hypocrisie ?

HSBC est une banque britannique et ce cas n'est pas uniquement suisse, dit Jean-Pierre Mean de Transparency International. Le problème principal est le manque de volonté politique au niveau international de rendre les flux monétaires transparents. Des paradis fiscaux continuent d'exister, Londres et New York blanchissent davantage de fonds que la Suisse, des sociétés anonymes et des trusts cachent efficacement l'identité des propriétaires des avoirs.

Comme le dit Eric Toussaint du CADTM, il y a une relation symbiotique entre la finance et les gouvernements. La parfaite illustration en est le cas de Stephen Green, directeur général puis président de HSBC de 2003 à 2010, période qui couvre les années dont sont issues les données subtilisées par Falciani. En 2010, Stephen Green est anobli par la reine d'Angleterre. En 2011, il devient ministre du commerce du gouvernement Cameron. Les révélations de Swissleaks ont provoqué néanmoins quelques remous au Royaume-Uni. Les députés ont en effet décidé d'ouvrir une enquête contre HSBC. Dans de nombreux autres pays les autorités disent vouloir examiner les listes des détenteurs de comptes HBSC et prendre des mesures contre la banque. A Genève, le procureur a ouvert une procédure pénale contre HSBC pour blanchiment d'argent aggravé. L'avenir nous dira si ces enquêtes aboutiront en attendant que le prochain scandale éclate.

Christine Dellsperger